

MARCHE DE TRAVAUX

DEPARTEMENT DE LA MARNE

COMMUNE DE MONTMORT-LUCY

**Aménagement de trottoirs
Rue Sainte-Anne (RD18)**

REGLEMENT DE CONSULTATION

1. Objet de la consultation.....	3
2. Conditions de la consultation.....	4
2.1. Mode de consultation	4
2.2. Maîtrise d'Œuvre	4
2.3. Tranches – Lots – Forme juridique de l'attribution.....	4
2.4. Mode de règlement.....	4
2.5. Variantes – Prestations Supplémentaires Eventuelles	4
2.6. Démarrage Travaux - Délai d'exécution	4
2.7. Modification de détail au dossier de consultation	5
2.8. Unité monétaire des Offres - Délai de validité des Offres	5
2.9. Propriété industrielle ou commerciale.....	5
2.10. Mesures particulières.....	5
3. Présentation des offres et des candidatures.....	6
3.1. Le projet de marché	6
3.2. Les déclarations, certificats et attestations prévus L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique.....	6
3.3. Les capacités techniques, économiques et financières	6
4. Analyse des candidatures - Jugement des offres	7
4.1. Valeur technique de l'Offre.....	7
4.1.1. Organisation, phasage des travaux et planning prévisionnel.....	7
4.1.2. Matériaux, Equipements.....	7
4.1.3. Hygiène et sécurité.....	7
4.1.4. Note environnementale.....	7
4.2. Contenu du mémoire à remettre	8
4.3. Prix des prestations	9
4.4. Note Entreprise.....	9
5. Conditions d'envoi ou de remise des offres.....	10
5.1.1. Contraintes informatiques.....	10
5.1.2. Dispositions relatives à la signature électronique	10
5.1.3. Renseignements complémentaires.....	10
5.1.4. Dispositions relatives à la copie de sauvegarde	11
5.1.5. Délai de remise des offres	11

1. Objet de la consultation

Les prestations, objet du présent marché, concernent la rénovation de trottoirs le long de la RD18 (Rue Sainte Anne) sur la Commune de Montmort-Lucy.

Le projet prend en compte les prestations suivantes :

- Terrassement de trottoirs et dépose de bordurage existant.
- Fourniture et pose de bordurage de chaussée.
- Restructuration des trottoirs et des entrées riveraines.
- Réalisation de revêtement en béton désactivé et en enrobés.
- Adaptation du réseau de collecte des eaux pluviales existant.
- Signalisation verticale et horizontale.

Les prestations seront exécutées pour le compte de la Commune de Montmort-Lucy, maître d'ouvrage de l'opération.

2. Conditions de la consultation

2.1. Mode de consultation

La présente consultation est lancée suivant le mode de la procédure adaptée. Celle-ci est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

2.2. Maîtrise d'Œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

GTA Ingénierie
11 Rue Clément Ader
51 100 Reims
Tél : 09 67 59 82 79
contact@gtaingenierie.com

2.3. Tranches – Lots – Forme juridique de l'attribution

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le marché sera conclu :

- Soit avec un prestataire unique.
- Soit avec des prestataires groupés solidaires.

2.4. Mode de règlement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement bancaire après réception et contrôle des situations au terme de l'expiration du délai de règlement conformément au CCAP.

Le délai maximum de paiement sera de 30 jours.

2.5. Variantes – Prestations Supplémentaires Eventuelles

Les variantes ne sont pas autorisées.

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue pour le présent marché.

2.6. Démarrage Travaux - Délai d'exécution

Les candidats sont informés que le démarrage des travaux est prévu courant du troisième trimestre 2026.

Le délai d'exécution est fixé à 8 (huit) semaines.

Une période dite de préparation des travaux est prévue, sa durée est fixée à 4 (quatre) semaines et celle-ci n'est pas comprise dans le délai global d'exécution. La période de préparation débute à la notification du marché.

2.7. Modification de détail au dossier de consultation

La maîtrise d'ouvrage ainsi que la maîtrise d'œuvre se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours (calendaires) avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Tous les candidats seront informés dans des conditions respectueuses du principe d'égalité.

Les candidats devront alors répondre, sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction d'une nouvelle date.

2.8. Unité monétaire des Offres - Délai de validité des Offres

Les offres seront obligatoirement exprimées en Euro.

Leur délai de validité sera de 180 jours, il court à compter de la date limite de remise des offres.

2.9. Propriété industrielle ou commerciale

Le marché ne fait l'objet d'aucune disposition particulière concernant l'emploi de brevets, licences, dessins et modèles.

2.10. Mesures particulières

La présente consultation, en termes de Sécurité, d'Hygiène et de Protection de la Santé des travailleurs se réfère à la législation en vigueur.

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécutions des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

Aucune visite sur site ne sera prévue, mais chaque candidat se devra au préalable de prendre connaissance de visu de la zone d'aménagement projetée ainsi que de son environnement afin de tenir compte des éventuelles difficultés lors de la rédaction de son offre.

3. Présentation des offres et des candidatures

La totalité des offres des candidats sera entièrement rédigée en langue française.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Le dossier à remettre par les Candidats devra contenir les éléments suivants :

3.1. Le projet de marché

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des Entreprises ayant vocation à être titulaire du marché, daté et signé.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé.
- Le Bordereau des Prix Unitaires renseigné, daté et signé.
- Le Détail Estimatif renseigné, daté et signé.

3.2. Les déclarations, certificats et attestations prévus L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique

- Déclaration sur l'honneur (DC1) dûment datée et signée par le Candidat pour justifier :
 - Qu'il satisfait aux obligations fiscales et sociales.
 - Qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir.
 - Qu'il n'ait pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, 341-6, L125-1, L125-3 du Code du Travail.
- Si le Candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le Candidat.
- Les certificats de qualifications professionnelles.
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux auxquels se réfère le marché, réalisé au cours des trois derniers exercices (DC2).
- Une attestation indiquant que le Candidat respecte l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L512-11 du Code du Travail.

3.3. Les capacités techniques, économiques et financières

- Déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement.
- Liste des principaux travaux en cours d'exécution ou réalisés au cours des cinq dernières années en indiquant la date et le destinataire public ou privé et le montant des travaux.
- Certificats établis par des organismes chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures ou services à des spécifications ou des normes.

NB : Le candidat retenu devra obligatoirement fournir avant toute notification du marché, une attestation URSSAF datant de moins de six mois, les justificatifs fiscaux (NOTI2 et volets 3666) ainsi que l'extrait de l'inscription au RCS ou au répertoire des métiers ou récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises.

4. Analyse des candidatures - Jugement des offres

Les offres devront être conformes aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Sur la base de critères ci-dessous énoncés, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse et se réserve le droit d'éliminer d'office les offres anormalement basses.

4.1. Valeur technique de l'Offre

La valeur Technique **T** sera appréciée au regard des informations transmises dans le cadre du mémoire explicatif par les entreprises relatives aux points suivants :

4.1.1. Organisation, phasage des travaux et planning prévisionnel

Moyens humains affectés au chantier, phasage détaillé des travaux, planning prévisionnel du chantier, démarche de l'entreprise en matière d'assurance qualité et de certification éventuelle.

4.1.2. Matériaux, Equipements

Fiches techniques des principales fournitures permettant la réalisation des ouvrages. Principaux moyens matériels affectés au chantier. Pertinence de ces éléments au regard des tâches à réaliser.

4.1.3. Hygiène et sécurité

Description de la politique générale de l'entreprise en matière d'hygiène et de sécurité. Moyens particuliers mis en œuvre sur cette opération en termes d'hygiène et de sécurité des salariés et des usagers du domaine public.

4.1.4. Note environnementale

Mesures prises pour le recyclage des matériaux, tri sur le chantier, plateforme de recyclage, bordereau de suivi des déchets...

Pour les quatre sous-critères énumérés ci-dessus, il sera attribué des points en fonction de la précision de l'offre selon le barème suivant :

- | | | |
|---|-------------------|-------|
| • | Très satisfaisant | 5 pts |
| • | Satisfaisant | 4 pts |
| • | Insuffisant | 3 pts |
| • | Très insuffisant | 2 pts |
| • | Sans réponse | 0 pt |

Ainsi la note maximale pouvant être attribuée à un candidat pourra être de 20 points

Le candidat a pour obligation de respecter le présent cadre de mémoire technique correspondant à la méthodologie d'organisation pour réaliser les prestations de ce marché.

Tout mémoire ne répondant pas aux exigences du présent document que ce soit sur la forme et/ou sur le nombre de pages ne sera pas examiné. **La note technique 8 (huit) sera alors attribuée au candidat.**

Il est toutefois possible d'annexer des documents au mémoire.

Dans cette hypothèse celles-ci devront être distinctement numérotées et jointes au présent cadre de mémoire technique.

4.2. Contenu du mémoire à remettre

Premier chapitre – Compréhension du projet – 12 pages A4 maximum

Le candidat présentera dans ce chapitre :

- Une note sommaire sur la compréhension des enjeux du projet.
- Le compte rendu photographique de l'éventuelle visite du site.
- Les moyens humains affectés au chantier.
- Le mode d'exploitation sous chantier (Principe de circulation, déviations...).
- La démarche de l'entreprise en matière d'assurance qualité appliquée à cette opération.

Deuxième chapitre – Matériaux et matériels – 4 pages A4 maximum

Le candidat présentera dans ce chapitre :

- La liste des principales fournitures ainsi que les fournisseurs pressentis.
- Les principaux moyens matériels affectés au chantier.

Troisième chapitre – Hygiène et sécurité – 6 pages A4 maximum

Le candidat présentera dans ce chapitre :

- La politique générale de l'entreprise en matière d'hygiène et de sécurité.
- Les moyens particuliers mis en œuvre sur cette opération en termes d'hygiène et de sécurité des salariés.
- Les moyens particuliers mis en œuvre sur cette opération en termes de sécurité des usagers du domaine public et des riverains.

Quatrième chapitre – Environnement – 6 pages A4 maximum

Le candidat présentera dans ce chapitre :

- La politique générale de l'entreprise en matière de protection de l'environnement.
- Les mesures prises pour le recyclage des matériaux issus du chantier.
- Les dispositions prises pour le tri sur le chantier.
- Les éventuelles plateformes de recyclage à sa disposition.
- Les dispositions prises en termes de gestion des déchets.

Annexe obligatoire N°01 – Le planning

Le candidat présentera dans cette annexe le planning prévisionnel des travaux comprenant l'enchaînement des tâches.

Annexe obligatoire N°02 – Les procédures

Le candidat présentera dans cette annexe les procédures d'exécution relatives aux différentes tâches à mener pour réaliser ce chantier.

Annexe obligatoire N°03 – Les FTP

Le candidat présentera dans cette annexe les fiches techniques des matériaux et produits manufacturés qu'il se propose de mettre en œuvre sur ce chantier.

Autres annexes

Le candidat pourra éventuellement présenter ici toutes les annexes complémentaires qu'il juge nécessaire à l'explication de son offre. Toutefois ces annexes ne pourront se substituer aux dispositions exigées dans les chapitres et annexes obligatoires mentionnés ci-dessus.

4.3. Prix des prestations

Le prix des prestations **P** sera apprécié de la façon suivante :

$$\mathbf{P=20 \text{ points } X (\text{prix le moins cher} / \text{prix de l'offre})}$$

4.4. Note Entreprise

Pour chaque critère, un coefficient de pondération sera appliqué :

Prix des prestations	x 0,6
Valeur technique	x 0,4

L'offre économiquement la plus avantageuse sera l'offre obtenant la meilleure note totale en tenant compte des pondérations.

$$\mathbf{Note \text{ entreprise} = 0,6P + 0,4T}$$

En cas d'égalité de note, l'offre de l'entreprise ayant obtenu la meilleure note concernant la valeur technique sera retenue.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les prix unitaires portés sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur le prix portés au devis détaillé.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le montant de l'acte d'engagement pour le mettre en harmonie avec le montant rectifié du détail estimatif.

En cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le montant de l'offre porté à l'acte d'engagement pourra être modifié uniquement pour se conformer aux indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires.

5. Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les offres devront être transmises uniquement par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation du Maître d'Ouvrage suivante :

<https://www.marches-securises.fr>

La seule heure faisant foi est celle indiquée par le système d'horodatage du site <https://www.marches-securises.fr>.

5.1.1. Contraintes informatiques

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la personne publique sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les "Exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par la personne publique sont les suivants : Word, Excel, Powerpoint, Winzip et Acrobat Reader. Le candidat doit faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse.

5.1.2. Dispositions relatives à la signature électronique

Les documents relatifs à la candidature et les actes d'engagement envoyés sur support physique électronique ou transmis par voie électronique seront signés par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique, qui garantit notamment l'identification du candidat.

Les catégories de certificats de signature utilisées pour signer électroniquement doivent être, d'une part, conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et, d'autre part, référencées sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat.

Le référentiel intersectoriel de sécurité et la liste des catégories de certificats de signature électronique mentionnés à l'alinéa précédent sont publiés sous forme électronique à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique. La signature numérisée n'est admissible que pour les documents qui ne sont pas produits et signés par les candidats eux-mêmes.

5.1.3. Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettront impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Cette demande doit intervenir au plus tard 15 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors transmise à l'ensemble des soumissionnaires s'étant authentifiés lors du retrait du dossier de consultation des entreprises au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

5.1.4. Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

Une copie de sauvegarde établie sur support papier ou sur support physique électronique peut être envoyée ou remise en mains propres par le candidat.

- Elle doit parvenir à destination dans le délai fixé pour la remise.
- Elle doit être placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans le cas suivant :

- L'offre transmise par voie électronique n'a pas pu être ouverte.

5.1.5. Délai de remise des offres

La date et l'heure limites de remise des offres sont fixées au :

Mercredi 3 juin 2026 à 12H00.